

**Appel à concurrence dans le cadre  
d'une procédure adaptée  
(art. L.2123-1, R.2123-1 à R.2123-7 et L2113-12 du Code  
de la commande publique)**

**N°2025-24**

**Assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'élaboration du  
Schéma Pluriannuel de Stratégie Immobilière (SPSI) 2025-  
2028 de l'institut français du cheval et de l'équitation**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES  
PARTICULIERES**

**Maître d'ouvrage : Institut français du cheval et de l'équitation (Ifce)**

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

1. Contexte	4
2. Objet du marché	4
3. Non allotissement	4
4. Montant maximum	5
5. Durée	5
6. Pièces contractuelles	5
7. Langue à utiliser pour l'établissement des documents	6
8. Organisation de la mission et livrables attendus	6
8-1. Pilotage de la mission	6
8-2. Restitutions et documents attendus à l'issu de chacune des deux phases	7
8-3. Phase d'ajustement	8
8-4. Documents fournis par L'IFCE au démarrage de la mission	8
9. Modifications	8
10. Unité monétaire	8
11. Suspension des prestations	9
12. Réception des prestations	9
12.1 Calendrier prévisionnel de la mission	9
12.2 Réception des documents	9
12.3 Réception des prestations, notamment de suivi de travaux	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
13. Utilisation des résultats	10
14. Cession des droits d'auteur sur les livrables documentaires	10
15. Pénalités	11
16. Conditions financières	11
16.1 Prix	12
16.2 Délai global de paiement	12
16.3 Modalités de paiement	12
16.4 Facturation	12
16.5 Avances	13
16.6 Réfaction	13
17. Cession ou nantissement de créance	14
18. Assurances	14
19. Litiges	14
20. Résiliation du marché	14
21. Attribution de juridiction	14

22. Exécution au frais du titulaire	15
23. Décompte de résiliation	15
24. Conformité aux règlements et référentiels de l'état	15
24.1 Conformité RGPD, confidentialité et recommandations de sécurité	15
24.2 Conformité RGAA	16
24.3 Conformité RGI	17
25. Démarche de responsabilité sociétale et environnementale	17
26. Dérogations aux CCAG-PI	19

## 1. Contexte

L'Institut français du cheval et de l'équitation (IFCE) est un établissement public administratif (EPA) placé sous la tutelle conjointe des ministres chargés de l'agriculture et des sports et régi par les articles R. 653-13 et suivants du code rural et de la pêche maritime.

Issu de la fusion en 2010 des Haras nationaux et de l'école nationale d'équitation, il a pour mission de promouvoir l'élevage des équidés et les activités liées au cheval, ainsi que de favoriser le rayonnement de l'équitation, en partenariat notamment avec les organisations socioprofessionnelles, les collectivités locales et les associations.

L'IFCE est le seul opérateur public de la filière équine. Ses missions sont définies au sein du contrat d'objectifs et de performance, ou COP, 2025-2028.

La demande de l'Etat est d'accompagner les acteurs de la filière dans une logique d'anticipation, d'adaptation, de modernisation, de transformation et d'équilibre économique. Les actions s'exercent ainsi au profit de l'Etat, des professionnels, des collectivités territoriales et de tous les publics concernés par le cheval et l'équitation.

L'établissement est doté d'un projet d'établissement, ou PE, qui est le mode d'emploi du COP. Il permet de décrire l'organisation mise en place pour répondre aux objectifs fixés.

## 2. Objet du marché

La présente consultation a pour objet la réalisation d'une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'élaboration du Schéma Pluriannuel de Stratégie Immobilière de l'Institut français du cheval et de l'équitation, pour la période 2025-2028.

Il est passé selon une procédure adaptée, selon les dispositions des art. L.2123-1, R.2123-1 à R.2123-7 et L2113-12 du Code de la commande publique.

Il s'agit d'un marché à prix global et forfaitaire soumis aux articles L.2123-1 et R.2123-1 à 2123-7 du code de la commande publique.

## 3. Non allotissement

Dans le respect des dispositions des articles L2113-10 et L2113-11, R2113-2 et R2113-3 du CCP, le présent marché ne fait pas l'objet d'un allotissement pour les motifs suivants.

Au regard des caractéristiques des prestations attendues, et eu égard notamment à l'indissociabilité de ces dernières qui concourent à la réalisation d'un même objet, l'IFCE doit avoir un seul et unique interlocuteur, la dévolution en lots rendrait difficile le pilotage et l'exécution des prestations.

## 4. Montant maximum

Le marché ne comporte pas de montant minimum, mais le montant maximum est fixé à 80.000 € HT sur la durée du marché.

## 5. Durée – Calendrier prévisionnel

### 5.1 Durée du marché

Le marché prend effet au jour de sa notification pour une durée d'un an.

La cessation des relations contractuelles, quelle qu'en soit la cause, ne met pas fin aux obligations relatives à la propriété intellectuelle et à la confidentialité.

### 5.2 Calendrier prévisionnel de la mission

Le SPSI actuel de l'IFCE est échu mais les actions menées demeurent dans une stabilité dynamique ; l'objectif est de faire approuver par les services de l'Etat dédiés le nouveau SPSI au plus tard mi-2025.

Compte tenu des délais d'instruction incompressibles de la DIE, il est demandé que le nouveau SPSI puisse être établi dans sa version définitive en décembre 2025.

Date de notification prévisionnelle du marché : mars 2025.

Remise d'une première version du SPSI par l'attributaire : septembre 2025.

## 6. Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

1. L'acte d'engagement souscrit par les cocontractants attributaires du marché et ses annexes éventuelles ;
2. Les précisions ou réserves formulées par la personne publique lors de la notification ou l'acceptation de l'offre, acceptées ou levées par le titulaire ;
3. Le règlement de la consultation ;
4. Le présent cahier des clauses administratives particulières, dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi ;
5. Le cahier des clauses techniques particulières, dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi ;
6. Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics applicables aux Prestation Intellectuelles (CCAG-PI) approuvé l'arrêté du 30 mars 2021 ;
7. L'offre technique et financière du titulaire.

En cas de contradictions entre une et/ou plusieurs stipulations figurant dans les documents contractuels, ces documents prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés.

## **7. Langue à utiliser pour l'établissement des documents**

La correspondance contractuelle et juridique, les modes d'emploi ainsi que les factures doivent être rédigés en langue française.

## **8. Organisation de la mission et livrables attendus**

Le titulaire du marché proposera les modalités de pilotage et d'organisation en fonction de l'organisation souhaitée par l'IFCE, des délais impartis et des résultats attendus. Il assurera l'organisation et l'animation des réunions de travail, la réalisation des supports d'entretiens, d'aide à la décision et de présentation, ainsi que tout document expertise ou conseil nécessaire pour éclairer les choix à faire par l'IFCE.

### **8.1 Phasage de la mission**

La prestation globale sera répartie en trois phases :

- 1- Une phase diagnostic
- 2- Une phase stratégie
- 3- Une phase de présentation/argumentation auprès des tutelles ministérielles et de la DIE

### **8.2 Pilotage de la mission**

L'étude sera pilotée par le secrétariat général en charge du Département du Patrimoine Immobilier en liaison avec la direction financière et la direction des ressources humaines en tant que de besoin.

Un comité de pilotage et de validation des principales étapes du SPSI sera constitué.

Des réunions du comité de pilotage seront régulièrement organisées. A minima devront avoir lieu :

- une première réunion pour le lancement de l'étude,
- une réunion à mi-parcours de la phase de diagnostic,
- une présentation de la phase de diagnostic,
- une réunion à mi-parcours de la phase d'élaboration de la stratégie,
- une réunion à l'issue de la phase stratégie.

Le titulaire du marché est tenu d'assister, d'animer ces réunions et d'en rédiger les comptes rendus.

En plus de ces réunions, d'autres réunions ou échanges (par visio ou téléphonique) peuvent avoir lieu, à la demande de l'IFCE ou du Prestataire, si l'avancée du dossier le nécessite.

L'ensemble des échanges fera l'objet de comptes rendus, à la charge du prestataire, afin de capitaliser les informations recueillies.

Les différentes phases du SPSI devront impérativement faire l'objet d'une validation de la part du maître d'ouvrage. De ce fait, l'intégralité des propositions faites dans le rendu final du SPSI devra au préalable avoir obligatoirement été validé par l'IFCE.

### 8.3 Restitutions et documents attendus à l'issu de chacune des deux phases

A l'issue de chacune des deux phases de diagnostic et de stratégie, un rendu sera fait sous forme de rapport synthétique bâti conformément aux prescriptions de la DIE (trame de rédaction définie par la DIE – guide de rédaction de juin 2021 ([cf. annexe 9](#))). Les rendus seront accompagnés des tableaux Excel également conformes aux prescriptions de la DIE (tableaux annexes 1 et 2 – guide de rédaction juin 2021) ([cf. annexe 10 et 11](#)).

Les documents devront bien hiérarchiser l'information, être clairs, d'une présentation soignée, d'une grande qualité rédactionnelle, intégrer systématiquement des synthèses pour permettre une lecture rapide : chapitrage, choix de la typographie, encarts, tableaux, graphiques, schémas et illustrations en appui de la partie rédigée.

Au-delà des éléments techniques détaillés, le prestataire proposera un SPSI structuré autour des points majeurs, veillera à la cohérence et la progression de l'ensemble, de manière à ce que la stratégie ressorte clairement.

Le SPSI sera susceptible d'alimenter des supports de communication sur la dimension patrimoniale (présenter le patrimoine universitaire de manière globale, ses éléments remarquables, ou encore les grandes mutations envisagées sur le long terme).

- **Format des livrables**

Les documents élaborés par le titulaire seront tous remis en version PDF et en version « source » (format .doc, format .xls, format .csv, ...), et en version papier à la demande.

Les documents remis en version « source » seront directement utilisables et modifiables par les services de L'IFCE.

- **Points de vigilance sur la forme des livrables**

Le SPSI doit constituer un document d'aide à la décision pour la gouvernance de L'IFCE. A ce titre, il est attendu une très grande qualité de présentation et une parfaite lisibilité.

En conséquence, le maître d'ouvrage attend que :

- Les données collectées donnent systématiquement lieu à une analyse à travers notamment des indicateurs (préalablement validés par l'IFCE), des éléments de comparaison et des commentaires (ne pas remettre des données brutes sans retraitement et analyse préalable) ;
- Les données brutes seront systématiquement organisées sous forme de tables de base de données immédiatement exploitables (pas de cellules fusionnées, de champs comportant des informations de nature différente, titres explicites des colonnes, etc.)
- Les représentations graphiques soient particulièrement lisibles et adaptées à l'échelle et à l'information présentée (ne pas transmettre des documents non relus et non exploitables par le maître d'ouvrage) ;

## 8.4 Période d'ajustement

Le SPSI ne prenant un caractère définitif qu'après avis des tutelles, approbation par la direction de l'immobilier de l'Etat et validation par le conseil d'administration de l'IFCE, il est prévu une phase d'ajustement.

Aussi, une fois le projet de SPSI finalisé par le prestataire et validé par l'IFCE, il sera transmis par l'IFCE à l'Etat et à ses services qui examineront les documents et rendront un avis. En fonction de cet avis, le titulaire, en lien avec l'IFCE, apportera les modifications nécessaires afin de mettre en conformité les documents avec les attentes de l'Etat. Plusieurs allers/retours avant d'avoir répondu à toutes les attentes de l'Etat sont possibles.

Cette période d'ajustement s'étalera sur une durée maximale de **3 mois**. La proposition du candidat doit en tenir compte.

## 8.5 Documents fournis par L'IFCE au démarrage de la mission

Lors du lancement de l'étude, L'IFCE remettra au titulaire sous format électronique, afin que ce dernier puisse mener au mieux la mission de diagnostic :

- Le précédent SPSI ;
- Les données d'inventaire existantes dans le référentiel technique ;
- Les diagnostics techniques existants (DPE, Amiante, accessibilités) quand ils existent
- Les rapports des commissions sécurité pour les ERP quand ils existent ;
- Les éléments budgétaires de L'IFCE et en particulier les dépenses de GER et de consommations de fluides ;

## 9. Modifications

L'Ifce se réserve la possibilité, conformément aux articles R2194-2 et R2194-5 du Code de la Commande publique, de modifier le marché initialement conclu en intégrant des prestations non prévues initialement mais qui sont devenues nécessaires :

- à la double condition qu'un changement de titulaire soit :

a) impossible pour des raisons économiques ou techniques tenant notamment à des exigences d'interchangeabilité ou d'interopérabilité avec les équipements, services ou installations existants achetés dans le cadre du marché public initial ;

b) présenterait un inconvénient majeur ou entraînerait une augmentation substantielle des coûts pour l'acheteur ;

- par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir.

Le montant des modifications prévues ne doit pas dépasser 50 % du montant du marché initial (art. R2194-3).

## 10. Unité monétaire

L'unité monétaire du marché est celle figurant sur l'acte d'engagement (euro).



## **11. Suspension des prestations**

Une prestation est définie par un livrable de prestation intellectuelle (étude...).

Le Maître d'ouvrage peut suspendre une prestation à l'issue du délai contractuel de réalisation ou de validation de prestation.

Cette suspension des prestations n'entraîne le versement d'aucune indemnité financière d'attente pour le titulaire. La durée de la suspension des prestations est libre. La reprise des prestations sera notifiée au titulaire par un ordre de service.

Dans le cas où la période de suspension des prestations est inférieure à une année, le Titulaire n'aura droit à aucune indemnité financière et aucun délai complémentaire pour la reprise des prestations.

Dans le cas où la période de suspension des prestations est supérieure à une année, le Titulaire et le Maître d'ouvrage entreront en négociation afin de définir les conditions de la reprise (négociation sur les délais et sur la rémunération).

## **12. Réception des prestations**

### **12.1 Calendrier prévisionnel de la mission**

Le SPSI actuel de l'IFCE est échu mais les actions menées demeurent dans une stabilité dynamique ; l'objectif est de faire approuver par les services de l'Etat dédiés le nouveau SPSI au plus tard mi-2025.

Compte tenu des délais d'instruction incompressibles de la DIE, il est demandé que le nouveau SPSI puisse être établi dans sa version définitive en décembre 2025.

Date de notification prévisionnelle du marché : début mars 2025.

Remise du SPSI par l'attributaire : septembre 2025.

Le prestataire proposera dans son offre un planning et une méthodologie permettant de respecter ce délai. Il alertera le maître d'ouvrage sur les préalables et conditions nécessaires à la réussite de ce projet.

Un calendrier général prévisionnel sera présenté par le titulaire du marché et soumis à la validation du secrétariat général de l'IFCE. Il définira notamment le nombre de jours/homme nécessaire à l'exécution de chacune des phases. Il indiquera la durée maximale de chaque phase.

Le calendrier prévisionnel fourni par le candidat retenu deviendra contractuel une fois ajusté avec le maître d'ouvrage à l'issue de la première réunion de mise en place du marché.

### **12.2 Réception des documents**

Le maître d'ouvrage ou son représentant procédera à la vérification et prononcera, le cas échéant, la réception des documents produits par le titulaire dans un délai maximal de deux mois à compter de la date de remise de ces documents au maître d'ouvrage ou son représentant, conformément à l'article 28.2 du CCAG PI.

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG PI, le maître de l'ouvrage n'a pas à aviser le

titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications des éléments remis pour acceptation.

A l'issue des opérations de vérification, l'Ifce prend, dans le délai prévu ci-avant, une décision de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

Par dérogation à l'article 29 du CCAG-PI, si aucune décision n'est notifiée au titulaire par le maître d'ouvrage ou son mandataire dans le délai de deux mois, la prestation est considérée comme suspendue selon les modalités énoncées à l'article 11 du présent CCAP.

### **13. Utilisation des résultats**

L'utilisation des résultats est régie par le CCAG PI. Il est entendu que les résultats au sens du marché s'entendent des résultats tels que définis par l'article 32 du CCAG PI et des prestations qui seraient inachevées, qu'elles aient ou non été payées par l'Ifce, au jour de la résiliation anticipée ou de la défaillance de l'un des membres du groupement lorsque le titulaire est un groupement de personnes.

Le titulaire du marché s'engage à ne pas faire obstacle à l'utilisation, par le maître de l'ouvrage, de ces prestations inachevées, en ne divulguant pas lesdites prestations au motif de leur inachèvement. Il s'engage à transférer au maître de l'ouvrage tous les travaux et ébauches de travaux réalisés en exécution du marché.

### **14. Cession des droits d'auteur sur les livrables documentaires**

Le titulaire cède à l'Ifce l'intégralité de ses droits patrimoniaux de propriété intellectuelle relatifs aux livrables documentaires réalisés spécifiquement pour l'Ifce.

Le titulaire cède les droits d'exploitation afférents aux livrables, lesquels comprennent le droit de reproduire sur tous supports, représenter, communiquer, adapter, modifier, arranger et exploiter les livrables préparés exclusivement pour le compte de l'Ifce, ensemble ou séparément, en tout ou partie.

Les stipulations du présent article demeurent en vigueur après la cessation du marché, pour quelque cause que ce soit.

La cession des droits patrimoniaux de propriété intellectuelle est effectuée à titre exclusif sans limitation géographique, pour toute la durée légale de protection des droits d'auteur, telle que fixée d'après les législations tant françaises qu'étrangères et d'après les conventions internationales actuelles ou futures, pour une exploitation directe ou indirecte par l'Ifce, sans restriction.

Le titulaire reste propriétaire de ses connaissances antérieures, ainsi que des droits de propriété intellectuelle qu'il détient sur les méthodologies, méthodes d'analyse, modes de présentation et d'organisation visuels des livrables, le savoir-faire et l'expérience acquis préalablement ou qu'il développera à l'occasion du présent marché.

## 15. Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, aucune exonération de pénalité ne sera appliquée.

Les pénalités n'ont pas de caractère libératoire. Le titulaire reste intégralement redevable de la prestation dont la non-réalisation dans les délais, a donné lieu à l'application d'une pénalité. Le titulaire ne saurait se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement de la pénalité. Il sera tenu compte des prolongations éventuellement accordées par écrit par l'Ifce. Elles sont le cas échéant, appliquées jusqu'à la veille de la date d'effet de la résiliation du marché.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

L'application des pénalités est sans préjudice de la faculté de l'Ifce de notifier la résiliation du bon de commande ou du contrat dans les conditions prévues à l'article « résiliation ». Dans cette hypothèse, l'intégralité des pénalités versées ou dues par le titulaire reste définitivement acquise à l'Ifce.

Les pénalités notifiées au titulaire sont réglées dans un délai maximum de trente jours calendaires à compter de la date de réception de la demande. A défaut de paiement dans ce délai, les pénalités réclamées sont payées par précompte du montant total de chaque facture reçue jusqu'à leur complet paiement. Seul, le mandataire, en cas de groupement d'opérateurs économiques, ou le titulaire en cas de sous-traitance, est redevable du paiement des pénalités. Le mandataire fait son affaire de la répartition des pénalités entre les membres du groupement.

Le montant de l'ensemble des pénalités n'excédera pas 10 % du montant des prestations globales commandées.

- Non-respect des règles de gouvernance du marché

En cas de non-respect des règles de gouvernance et pilotage des prestations définies au cahier des charges une pénalité d'un montant de 300 € par jour ouvré de retard est appliquée (du lundi au vendredi, de 7h30 à 19h, hors jours fériés).

- Livrables non-conformes

Hors cas de force majeure ou faute de l'Ifce, en cas de remise d'un livrable n'atteignant pas les qualités requises, ou que la documentation est erronée, le Titulaire se verra appliquer une pénalité forfaitaire de 500 €.

- Pénalité pour retard dans le respect du calendrier

Hors cas de force majeure ou faute de l'Ifce, en cas de retard dans le calendrier, de non-respect du délai de remise d'un livrable, une pénalité d'un montant de 500 € par jour ouvré de retard est appliquée au Titulaire (du lundi au vendredi, de 7h30 à 19h, hors jours fériés).

## 16. Conditions financières

L'unité monétaire applicable est l'Euro. Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

## **16.1 Prix**

Le marché est conclu à prix forfaitaire, le document « DPGF » détaille la proposition de prix de la mission.

Les prix doivent obligatoirement comporter deux décimales et ils comprennent le prix de la prestation ainsi que tous les frais connexes (transport, hébergement, restauration...).

Le taux de la valeur ajoutée et celui des autres taxes doivent être indiqués dans l'acte d'engagement.

Le prix comprend :

- Le prix net hors TVA de la prestation ;
- Toutes les taxes fiscales, frais de toute nature éventuels, notamment ceux résultant de l'étude de marché, la frappe, la constitution de dossiers, etc. Ces frais ne peuvent donner lieu à aucune facturation complémentaire.

Les candidats certifieront avoir établi leurs prix conformément à la réglementation en vigueur au jour de l'établissement de l'offre.

Les prix sont fermes pendant toute la durée d'exécution du marché.

## **16.2 Délai global de paiement**

Chaque facture est payable à trente (30) jours date de réception de facture.

En cas de dépassement de ce délai, la personne publique versera au cocontractant des intérêts moratoires, dans les conditions fixées par les articles L2192-12 à 14 et R3133-25 du Code de la Commande publique.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global de paiement jusqu'à la date de mise en paiement.

## **16.3 Modalités de paiement**

La personne publique se libérera des sommes dues par virement au crédit du compte ouvert au nom du titulaire par le biais d'un mandat administratif (virement).

## **16.4 Facturation**

La facture doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du créancier avec son adresse ;
- Le numéro de SIRET et de TVA intracommunautaire ;
- Le montant des prestations admises hors TVA, le taux et le montant de la TVA et le montant total TVA incluse ;
- Le numéro du marché ;
- La désignation de l'organisme débiteur ;
- La typologie de la prestation (pour le lot 3 le numéro du prix) ;
- La date de la facturation et le numéro de facture.

Le Titulaire utilisera Chorus Pro pour transmettre sa facturation de façon dématérialisée. Il lui sera adressé à chaque commande le N° SIRET de l'établissement,

le N° d'engagement juridique ainsi que le N° de marché. Il n'y a pas de code de service à renseigner.

## **16.5 Avances**

Une avance est accordée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Elle n'est due que sur la base du montant du marché diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du code de la commande publique, à 10 % du montant initial TTC du marché lorsque sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.4 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint 65 % du montant initial TTC du marché. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %. Si le taux de l'avance appliqué est supérieur ou égal à 10 %, le seuil de déclenchement du remboursement de l'avance est abaissé à 50 %

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

## **16.6 Réfaction**

La réfaction consiste en une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées. Ainsi, l'Ifce est en droit de refuser tout ou partie des demandes de règlement du titulaire.

Cette réduction est appréciée au cas par cas. La date de prise d'effet de la réception avec réfaction est précisée dans la décision ; à défaut à sa date de notification.

La décision de réfaction ne peut être prise qu'après que le titulaire ait pu présenter ses éventuelles observations sur la décision. Le titulaire dispose de cinq (5) jours ouvrés à compter de la notification de la décision. A l'issue de ce délai, l'Ifce fait connaître au Titulaire sa décision soit d'accepter ses observations, soit de maintenir sa décision de réfaction.

La décision de réception avec réfaction est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

A l'issue de ces étapes, l'Ifce se réserve le droit de faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations aux frais et risques du titulaire défaillant, et de résilier le marché pour défaillance du titulaire.

Le titulaire défaillant n'est admis à prendre part ni directement ni indirectement à l'exécution des prestations réalisées aux frais et risques. Le supplément éventuel de dépenses par rapport aux prix du marché résultant de l'exécution de ces prestations est à l'entière charge du Titulaire.

## **17. Cession ou nantissement de créance**

La personne habilitée à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur la cession ou le nantissement des créances est l'ordonnateur indiqué au marché.

Une copie du marché certifiée conforme à l'original (exemplaire unique) destinée à être remise à un établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance sera délivrée sur demande expresse du cocontractant.

## **18. Assurances**

Le titulaire contracte et maintient, à ses frais, pendant toute la durée de ses obligations contractuelles et/ou légales, un contrat d'assurance de responsabilité civile et professionnelle couvrant l'ensemble des activités du marché et garantissant sa responsabilité à l'égard de l'Ifce et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

L'ensemble des garanties prennent effet à compter de la notification du marché. Sur simple demande de l'Ifce, le titulaire fournit tout justificatif permettant de s'assurer du paiement des primes d'assurances exigibles.

Le titulaire produit les attestations d'assurance en cours de validité dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de leur demande.

## **19. Litiges**

Les litiges éventuels sont régis par les lois et règlements français exclusivement. Les tribunaux français sont seuls compétents pour régler les recours et litiges qui pourraient opposer la personne publique française à des fournisseurs étrangers.

Tout différend survenant à l'occasion de l'exécution du marché doit être soumis par le titulaire au Directeur Général de l'Institut français du cheval et de l'équitation, BP 207, Terrefort, 49411 Saumur cedex. Afin de sauvegarder les droits par voie juridictionnelle, il est nécessaire que le recours soit introduit avant le délai de deux mois.

## **20. Résiliation du marché**

Outre les cas de résiliation décrits au CCAG-PI (articles 36 à 40), après mise en demeure par lettre recommandée restée infructueuse pendant un délai de 15 jours, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire, sans préjudice des dommages et intérêts pouvant être demandés au titulaire, si les fournitures et prestations se révélaient insatisfaisantes ou non-conformes aux stipulations dudit marché (niveau de service, délais...).

## **21. Attribution de juridiction**

En cas de litige qui n'aurait pu être réglé à l'amiable, il est fait attribution de juridiction au Tribunal administratif de Nantes, situé 6 allée de l'Ile-Gloriette – BP 24111 – 44041 NANTES Cedex. Tél 02 40 99 46 00 – Fax 02 40 99 46 58 – greffe-ta.nantes@juradm.fr

## 22. Exécution au frais du titulaire

L'Ifce peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation pour faute (cas notamment énoncé à l'article « Résiliation de l'accord-cadre »).

Si l'Ifce ne peut se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents contractuels, il y substitue des prestations équivalentes.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du marché initial et résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire par un autre opérateur économique est à la charge exclusive du Titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Le titulaire n'est pas admis à prendre part, ni directement, ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il fournit néanmoins toutes les informations et tous les moyens mis en œuvre pour l'exécution du marché et qui seraient nécessaires à son exécution par le tiers désigné par l'Ifce.

## 23. Décompte de résiliation

La résiliation n'a d'effet que pour l'avenir. Elle ne peut anéantir les prestations exécutées avant son entrée en vigueur.

La résiliation pour faute du titulaire et/ou pour motifs d'intérêt général fait l'objet d'un décompte de résiliation, arrêté par l'Ifce et notifié au titulaire au plus tard dans un délai de quatre mois après la date d'effet de la décision de résiliation.

Sans attendre la liquidation définitive du solde, il peut être procédé à une liquidation provisoire du marché, hors indemnisation éventuelle. Si le solde est créditeur au profit du titulaire, l'Ifce lui verse 80% de ce montant. Si le solde est créditeur au profit de l'Ifce, le titulaire lui reverse 80% du montant du solde.

Le marché est liquidé en tenant compte, d'une part des prestations terminées et admises et d'autre part, des prestations en cours d'exécution pour lesquelles l'Ifce accepte l'achèvement.

## 24. Conformité aux règlements et référentiels de l'état

### 24.1 Conformité RGPD, confidentialité et recommandations de sécurité

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (*le « règlement européen sur la protection des données »*).

<https://www.cnil.fr/fr/reglement-europeen-protection-donnees>

Le candidat s'engage à :

1. traiter les données **uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s)** qui fait/font l'objet de la consultation ;
2. traiter les données **conformément aux instructions documentées** du responsable de traitement désigné par l'IFCE dans le cadre du marché. Si le candidat considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en **informe immédiatement** le responsable de traitement. En outre, si le candidat est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public ;
3. **garantir la confidentialité** des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché ;
4. veiller à ce que les **personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel** en vertu du présent marché :
  - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
  - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel
5. prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de **protection des données dès la conception** et de **protection des données par défaut**.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

Le titulaire fera signer la charte informatique de l'IFCE à tout intervenant ; cette signature permettra l'ouverture de droits d'accès individualisés au SI de l'IFCE.

L'IFCE se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le titulaire.

Les développements doivent respecter les directives de l'Etat sur les politiques de sécurité des systèmes d'information :

<https://www.ssi.gouv.fr/guide/pssi-guide-delaboration-de-politiques-de-securite-des-systemes-dinformation/>

## 24.2 Conformité RGAA

Les développements doivent respecter les préconisations du Référentiel Général d'Accessibilité pour les Administrations :

<https://references.modernisation.gouv.fr/rgaa-accessibilite/>



### **24.3 Conformité RGI**

Les développements doivent respecter les préconisations du Référentiel Général d'Interopérabilité de l'Etat :

<https://references.modernisation.gouv.fr/interoperabilite>

## **25. Démarche de responsabilité sociétale et environnementale**

Les prestataires préciseront dans leur offre les démarches qu'ils entreprennent de nature à limiter l'impact de leurs prestations sur l'environnement et comment leur entreprise prend en considération les préoccupations sociales de ses activités dans le cadre de l'exécution des prestations objet du marché.

## **Responsabilité sociétale**

Les candidats exposeront dans leur offre la démarche et les actions concrètes mises en place pour assurer un progrès social dans le cadre de l'exécution des prestations objet du présent marché. L'IFCE accueillera favorablement les propositions faites dans le cadre de l'exécution des prestations objet du marché en matière d'insertion professionnelle et sociale des personnes en difficulté et éloignées du marché de l'emploi, de formation des employés, y compris les employés les moins qualifiés, de lutte contre la précarité professionnelle, de lutte contre la discrimination.

Les candidats présenteront, en apportant des éléments de preuve, leur démarche en terme de :

- engagement dans la formation de leurs employés, et notamment des employés les moins qualifiés, dans le cadre de l'exécution des prestations,
- politique interne de lutte contre la précarité professionnelle : faible turn-over, faibles temps partiels, favoriser les contrats en CDI, temps de travail équilibré,
- protection sociale du personnel et politique de promotion du dialogue social interne,
- politique d'égalité et de diversité : représentation équilibrée des femmes et des hommes (rémunération égale, équilibre vie privée/ vie professionnelle, etc.), politique en faveur de la diversité, lutte contre les diverses formes de discrimination, *etc.*

## **Responsabilité environnementale**

Les candidats exposeront dans leur offre la démarche et les actions concrètes mises en place pour assurer une réduction des impacts négatifs sur l'environnement et sur la santé des personnes dans le cadre de l'exécution des prestations objet du présent marché.

Les candidats présenteront, en apportant des éléments de preuve (attestations, labels, ...), leur démarche interne de réduction des impacts sur l'environnement :

- tri sélectif et collecte sélective des déchets, recours à un prestataire pour assurer la valorisation des déchets, *etc.*,
- réduction de la consommation énergétique, de la consommation de papier et autres produits,
- recours à la dématérialisation,
- réduction autant que possible, et dans la limite des exigences du cahier des charges, des déplacements des équipes dans le cadre des prestations objet du présent marché, en favorisant la visio-conférence et l'usage de moyens de transports peu polluants.

L'Institut français du cheval et de l'équitation, qui s'est doté d'une démarche de développement durable, est sensible aux respects de certains critères environnementaux, sociaux et de traçabilité (tri sélectif, type de produits utilisés, respect du dosage des produits d'entretien). Lorsque la fourniture des produits d'entretien est demandée, les candidats feront figurer dans leurs réponses toutes informations permettant d'estimer l'engagement de l'entreprise en matière de développement durable.

## **Entreprises soumises à la directive CSRD (grandes entreprises)**

Elles fourniront un reporting extra-financier portant sur les données ESG (Environnementaux, Sociaux et Gouvernance) :

- ✓ facteurs environnementaux : atténuation et adaptation au changement climatique, biodiversité, utilisation des ressources... ;
- ✓ facteurs sociaux : égalité des chances, conditions de travail et respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales... ;
- ✓ facteurs de gouvernance : rôle des organes d'administration, activités de lobbying, gestion des relations avec les partenaires commerciaux...

Les informations communiquées par l'entreprise doivent être certifiées par un commissaire aux comptes ou par un organisme tiers indépendant accrédité.

## **26. Dérogations aux CCAG-PI**

L'article 6 relatif aux pièces contractuelles déroge à l'article 4.1 du CCAG-PI.

L'article 12.2 relatif à la réception des documents déroge aux articles 28.5 et 29 du CCAG-PI.

L'article 15 relatif aux pénalités de retard déroge à l'article 14.1 du CCAG-PI.

L'article 16-1 relatif aux prix de règlement déroge à l'article 10.2 du CCAG-PI.

L'article 20 relatif à la résiliation déroge aux articles 36 à 40 du CCAG-PI.

L'article 23 relatif au décompte de résiliation déroge à l'article 41 du CCAG-PI.